L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EN VADROUILLE

ou le retour du mirail en centre ville après son évacuation.



LES GRANDS
SLOGANS
Remise des
diplômes fin juin

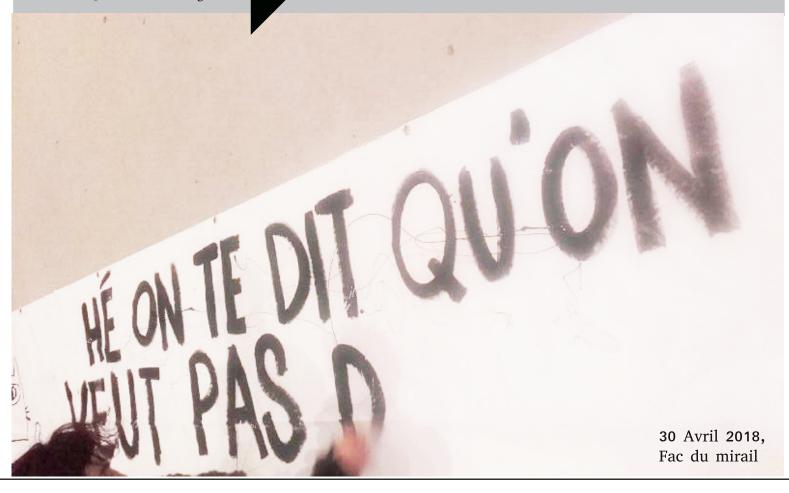




sudeduc31@sudeducation.org

Gratuit bien sûr / N°5 / 22 et 30 Mai 2018

à faire tourner



IMAGINONS LA SUITE SANS ATTENDRE

L_E 30 $_{MAI}$: MOBILISONS-NOUS

Mercredi 30, à l'appel du collectif précaires d'île de France, des rassemblements devant les rectorats pour les droits de tout-e-s les non-titulaires! Décryptage de la précarité p.2

RÉPRESSION : LA NOUVELLE MISE EN SCÈNE DU RECTO-RAT

Découvrez la pièce "faire un exemple" ou comment la hiérarchie rectorale tente de mettre au pas son personnel. p.3

22 MAI : RENDU DE SÉLECTION

Les lycéen-ne-s recoivent en ce 22 mai, leurs premiers "oui", "oui, si", "non". Parcoursup est toujours combattu, rejoignez le mouvement contre cette sélection masquée.

LA GRÈVE EN MOTS CROISÉS

A vos crayons pour un grand test de grève générale! p.4

Titularisation des précaires ou précarisation des titulaires ?

Tout est possible en matière de droits. Si les gens sont maltraités, c'est qu'on les maltraite sciemment. Pourtant renvoie-t-on les contractuels à leur précarité, comme si elles et ils en étaient à l'origine. "Précaires" et "titulaires", les maux des uns seront-ils les maux des autres ? Hum, hum.



Arrêtons l'hypocrisie :

Si on embauche du personnel, c'est qu'on en a besoin. Alors, allons droit au but : **pourquoi** embaucher des contractuel-les ?

Parce qu'en l'état, ça coûte moins cher à délègue l'Etat. L'Etat cette embauche (indispensable) aux rectorats qui fixent leurs règles. L'académie de Toulouse est à la pointe de l'exploitation. Il n'y a aucun avancement de carrière, les contractuel-les restent donc sous payé-es tout au long de leur carrière, il y a des retards de paiement jusqu'à plusieurs mois pour les enseignant-e-s, une absence de formation pour AVS, AED et Enseignant-e-s, le non paiement systématique des petites vacances scolaires et le non paiement tout court des grandes. salaires des AVS sont à peine plus élevés qu'un RSA, et le tout participe d'un mépris fort pour ces métiers aux rôles grandissants pour le fonctionnement des établissements.

Et parce que la politique globale capitaliste ordonne une gestion de l'éducation nationale et des services publics nivelée par le bas en attendant de pouvoir en privatiser le plus de prérogatives possibles. L'Etat diminue allègrement le nombre de titulaires pour mieux attaquer les droits. Dans cette gestion, désastreuse pour l'apprentissage des élèves, la pression au renouvellement est un moyen de faire accepter des conditions de rémunération et de formation inacceptables. Tout est lié et le recul des droits des titulaires est bien présent (casse de la formation, refus de temps partiels, nombreuses années avant d'être titulaire de son poste).

Contrat, Missions, travail

Dans les établissements, concrètement, il y a une hiérarchisation des personnels, les précaires sont invisibilisé-es. Le fonctionnement, et donc les dysfonctionnements sont pris en charge par les vies scolaires qui tiennent les murs. Quant aux AVS, elles (et ils) vivent globalement un système d'astreinte à la présence de l'élève pris en charge, qui rend les heures faites bien difficiles à compter.

Il y a un glissement des missions entre ce pour quoi on embauche et ce qu'on fait sur le terrain : notamment AED et AVS sans formation et sans revalorisation salariales. AED, de plus en plus appelés à faire fonction d'éducateur.trice spécialisée, tant rien n'est proposé aux élèves avant les conseils de discipline. AVS, sur qui repose en partie le principe "d'inclusion de tout-es les élèves", et qui devrait participer aux sorties scolaires, aux réunions pédagogiques, le tout pour un millier d'euros de moins que les collègues.

Les numéros à appeler en cas d'urgence

232 000 personnels non titulaires 22% des personnels, soit 1/5e 90 000 AED, 69 000 contrats aidés, 40 000 profs Des salaires inacceptables : 833 euros par mois pour un-e AESH à 27 heures par semaine ! Dans le département de la Haute-Garonne, sur les 1100 AVS-AESH, 90 % sont des femmes.

LE 30 MAI, ENSEMBLE POUR LES DROITS DE TOU-TE-S, RASSEMBLEMENT 14H AU RECTORAT DE TOULOUSE / 14H INSPECTION ACADÉMIQUE DE SAINT-GAUDENS

Répression - la nouvelle pièce mise en scène par le rectorat de toulouse

Au théâtre ce soir « Faire un exemple », où comment la hiérarchie rectorale tente de mettre au pas son personnel.

Les personnages:

- Boris (instit et syndicaliste)
- La directrice d'école
- l'inspectrice de circonscription
- la DASEN (Directrice Académique des Services de l'Education Nationale
- l' inspectrice adjointe à la DASEN

ACTE I

Suite à l'attentat de Trèbes, le ministre de l'éducation Blanquer informe l'ensemble des écoles et établissements scolaires que « Le Président de la République a décidé qu'un hommage national sera rendu au colonel Arnaud Beltrame le mercredi 28 mars à 11h30. À cette occasion, les drapeaux seront mis en berne sur les bâtiments et les édifices publics. Dans les écoles et les

Le DECOR: L'école Ricardie 3 de Toulouse

établissements scolaires, il est important que ce moment de recueillement, dont la forme doit prendre en compte l'âge des élèves, puisse être accompagné d'un temps d'explication et d'échange ».

Boris G, ZIL (remplaçant) sur la circonscription et en poste sur la classe des CM2 ce jour-là, a organisé un débat, c'est-à-dire un temps d'explication et d'échange, avec les élèves.

La directrice de l'école elle, décide sans concertation d'organiser une minute de silence avec l'ensemble des élèves de l'école dans la cour à 11h25. Boris conduit sa classe à l'heure dite dans la cour puis quitte l'école à 11h30. C'est la fin de son service.

Coup de théâtre Boris est convoqué le 03 avril pour le mercredi 4 avril 8h par la DASEN, l'inspectrice adjointe à la DASEN, le secrétaire général adjoint de l'académie, l'inspectrice de circonscription et la chef de la division des personnels enseignant-es du premier degré. On lui reproche :

D'avoir refusé de participer à l'hommage national rendu au colonel Beltrame

En réalité il s'est conformé aux recommandations dans la mesure où il a organisé un débat dans sa classe. En outre cette demande ministérielle ne revêt aucun caractère obligatoire.

De ne pas avoir été neutre

Mais qui est venu recueillir les témoignages des élèves de Boris? Cette accusation est sans objet car elle s'assimile à un procès d'intention sans aucun élément sérieux et confond ce qu'il a pu dire avec le ressenti supposé de certain-nes élèves. De ne pas avoir été digne et exemplaire car Boris est parti à 11h30

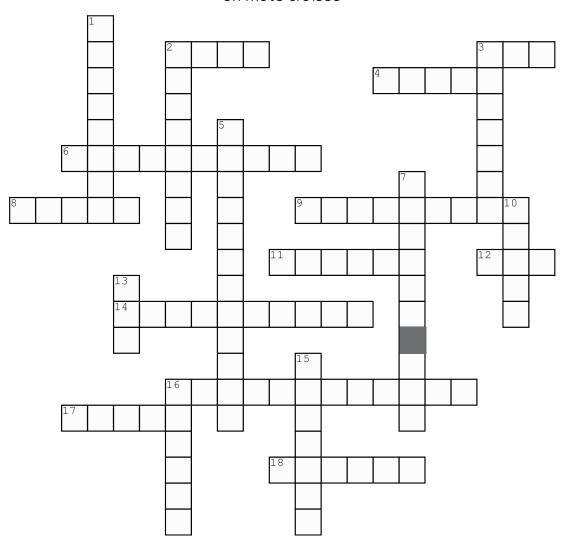
Son service était fini, on ne peut lui reprocher d'être parti. La directrice n'avait qu'à prévoir cette partie de l' hommage pendant les heures légales de service d'une part mais surtout en concertation avec l'équipe! Blanquer ne demande d'ailleurs pas de faire une minute de silence, il n'y a donc pas d'instructions hiérarchiques sur ce point...

ACTE II au prochain numéro....

Que cherche l'administration ? si ce n'est de mettre au pas ses personnels , de s'assurer de leur allégence au pouvoir politique en place et à sa réthorique nationaliste, quitte à faire de l'ingérence dans leurs pratiques pédagogiques. Boris est un militant syndical et politique de longue date... Il a aujourd'hui une procédure disciplinaire engagée à son encontre! Il aurait donc une sanction, reste à savoir laquelle... Un blâme ?...

La grève

en mots croisés



<u>Horizontal</u>

- 2. Opposé à la grève
- 3. Flic en civil
- 4. Minitre de l'Enseignement Supérieur
- 6. Outil de la sélection
- 8. Il autorise les fachos à rentrer dans sa fac, pour déloger les grèvistes
- 9. Tu peux compter sur eux-elles dans le mouvement
- 11. Victime de la sélection à Normale Sup
- 12. Il cogne, gaze et nasse
- **14.** Elle abolira toutes les classes
- 16. La grève pour les médias
- 17. Couleur de l'anti-gréviste
- **18.** Ce collège va fermer à la Reynerie .attaque de l'éducation prioritaire

Vertical

- 1. Le terme vient des sabots que les ouvriers jetaient sur les machines pour les bloquer
- 2. Les oeufs peuvent en être, mais pas les examens
- 3. Modalité d'action pour les grévistes, prise en otage pour les autres
- 5. Le réflexe de la grève, une habitude tellement française au grand désespoir de certains
- Nombre de jours de grève prévu par les grèvistes de la SNCF
- 10. Indispensable en cas de gazage
- 13. loi qui instaure la sélection à l'Université
- **15.** Les capitalistes n'ont de cesse que de vouloir en faire baisser son coût
- **16.** Modalité de grève choisie par les cheminot-tes contre la réforme du rail

Le direct lutte,

Décrypter l'histoire de la sélection, témoigner en tant que travailleur.euse de l'éducation, aller faire un tour sur les lieux en grève, voici direct lutte. Le tout fabriqué par des gens en lutte dans l'éducation, distribué par les grévistes. Pour y participer, contactez-nous! Retrouvez les précédents numéros sur sudeduc31.org